ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 14 septembre 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'application des articles 43 à 46 inclus de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 17 septembre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 14 september 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de artikelen 43 tot en met 46 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", heeft op 17 september 1992 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

> "En raison de l'urgence motivée par la nécessité d'assurer la recevabilité des plaintes des usagers et de garantir leur traitement au plus tôt par les services de médiation de l'entreprise publique BELGACOM à qui l'autonomie a été conférée le 4 septembre 1992, il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit par l'article 84 des lois coordonnées".

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

+

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

La référence aux articles 43 à 46 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ne révèle pas suffisamment au lecteur le contenu de l'arrêté en projet.

Mieux vaut écrire :

"Arrêté royal relatif au service de médiation dans certaines entreprises publiques économiques".

Préambule.

Alinéa 1er.

Le mot "inclus" est superflu et doit être omis.

Alinéa 5.

Le texte, tel qu'il est rédigé, est incorrect en ce qu'il ne fait pas clairement apparaître que la motivation de l'urgence émane de l'auteur de la demande d'avis.

Dispositif.

OBSERVATION GENERALE.

Les articles 1er, 3°, 2, 3, 4, 2°, 5, 6 et 8 énumèrent chaque fois les trois entreprises publiques visées, en indiquant le caractère distributif de la disposition par le recours à l'adverbe "respectivement" parfois placé malencontreusement.

Pour clarifier le texte, il est suggéré d'ajouter à l'article 1er une définition insérée au 3°, le 3° du projet devenant 4° :

"3° l'entreprise publique économique :

chacune des entreprises publiques économiques ci-après :

a. BELGACOM;
b. LA POSTE;
c. la Société nationale des chemins de fer belges".

Dans la suite du projet, il suffira alors de viser "l'entreprise publique économique".

Une modification ultérieure visant à rendre le texte applicable à une autre entreprise publique économique s'en trouverait aussi simplifiée.

Article 1er.

Outre l'observation générale, il convient d'omettre au 2° les mots : "du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", puisque le terme "loi" vient d'être défini.

Article 2.

Compte tenu de l'observation générale, il faut écrire :

"Art. 2. Il est créé un service de médiation auprès de l'entreprise publique économique".

Article 3.

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 3. Pour être nommé membre du service de médiation créé auprès de l'entreprise publique économique, les candidats doivent, outre les conditions prévues par l'article 44, § 2, de la loi, justifier d'une expérience ... (la suite comme au projet)".

Article 4.

La disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 4. Outre ce qui est prévu à l'article 44, § 3, de la loi, la fonction de membre du service de médiation est incompatible avec :

1° la qualité de membre du comité consultatif de l'entreprise publique économique;

2° l'exercice ... qui sont en concurrence avec ceux offerts par l'entreprise publique économique, soit fournit des biens ou des services à cette entreprise.

Article 5.

Il serait préférable d'écrire :

"Art. 5. L'entreprise publique économique met à la disposition du service de médiation :

1° des bureaux équipés dans un bâtiment situé dans la Région de Bruxelles-Capitale, à un endroit distinct de celui où est établi le siège social de l'entreprise publique économique;

2° deux membres ..., désignés par le conseil d'administration de l'entreprise publique économique, sur la proposition ..., ces membres du personnel appartenant chacun à un rôle linguistique différent;

3° huit membres ..., désignés par le conseil d'administration de l'entreprise publique économique, sur la proposition ..., quatre desdits membres du personnel appartenant au rôle linguistique néerlandais et les quatre autres au rôle linguistique français.

Au cours de leur mise à disposition ... (la suite comme à l'alinéa 4 de l'article 6, comme proposé ci-après)".

Article 6.

1. A l'alinéa 1er, mieux vaut écrire :

"... les membres du personnel visés à l'article 5 gardent leur situation statutaire en matière ...".

2. L’alinéa 4 doit logiquement figurer à l’article 5 sous forme d’un alinéa 2.

Article 7.

Le texte néerlandais de l’alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l’observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

1. La division en paragraphes ne se justifie pas, dès lors que chaque paragraphe ne comporte qu’un alinéa.

L’observation vaut également pour les articles 13 et 15.

2. Suivant l’article 43, § 3, 1°, de la loi du 21 mars 1991 précitée, le service de médiation a, notamment, pour mission d’examiner "toutes les plaintes" des usagers ayant trait aux activités de l’entreprise publique.

En limitant l’examen des plaintes à celles qui ont été introduites dans un délai déterminé, le paragraphe 2 en projet méconnaît ladite disposition légale.

L’observation vaut également pour l’article 9.

En conséquence, l’alinéa 2 de l’article 8 et l’article 9 doivent être omis.

3. Le paragraphe 3, devenant l’alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"La plainte est introduite :

1° soit par lettre recommandée à la poste, qui comporte l’identité et l’adresse de l’usager, ainsi qu’un exposé clair des faits dont il se plaint, et à laquelle est jointe la preuve du paiement d’un montant égal à celui payé pour un envoi recommandé à la poste (1);

2° soit oralement et en personne, le plaignant devant, dans ce cas, payer sur place un montant égal à celui payé pour une lettre recommandée à la poste.

Dans le cas visé à l’alinéa 2, 2°, un membre du service de médiation enregistre la plainte".

Article 10 (devenant l’article 9).

Dans le texte français, le mot "possible" doit s’écrire au pluriel.

Article 11 (devenant l’article 10).

1. Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

---

(1) Il n’est pas d’usage de préciser un numéro de compte d’un service déterminé dans un arrêté royal. Une circulaire peut être prise à cet effet.

"Art. 10. § 1er. Le service de médiation informe l'entreprise publique économique qui fait l'objet de la plainte.

Cette entreprise a le droit de prendre connaissance du dossier établi par le service de médiation. Si ce dossier contient des informations confidentielles, celles-ci en sont retirées au préalable.

L'entreprise peut faire valoir son point de vue par écrit".

2. Il ressort de l'article 43, § 3, 4°, de la loi du 21 mars 1991 que c'est le service de médiation lui-même qui a pour mission d'arbitrer les différends et non ses membres à titre individuel.

Dès lors, les termes "Les membres du service de médiation" doivent être remplacés par "Le service de médiation".

La rédaction de l'ensemble de l'article doit être revue en fonction de cette observation.

Article 12 (devenant l'article 11).

La disposition en projet doit être rédigée comme suit :

"Art. 11. Le service de médiation, s'il l'estime nécessaire, convoque et entend personnellement le plaignant. Dans ce cas, celui-ci peut se faire assister par une personne de son choix".

Article 13 (devenant l'article 12).

1. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, il serait préférable d'écrire :

"Art. 12. Après examen de la plainte, le service de médiation tente de concilier les parties. S'il n'y parvient pas, il émet un avis".

2. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il faut écrire :

"L'avis est donné dans les deux mois suivant la réception de la plainte. Le délai ne peut être prolongé qu'une seule fois pour une même durée et à la condition que les parties en aient été informées avant l'expiration de ce délai".

3. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, on écrira :

"L'avis est communiqué à l'entreprise publique, ainsi que, par lettre recommandée à la poste, au plaignant".

Article 14.

La disposition en projet prévoit que

"Les membres du service de médiation et les membres du personnel visés à l'article 5 ci-dessus sont tenus à un devoir de confidentialité quant aux informations reçues dans l'exercice de leur fonction et de leur mission".

Cette disposition s'inspire vraisemblablement de l'article 43, § 4, in fine, de la loi du 21 mars 1991.

Si l'auteur du projet n'entendait pas s'écarter de cette prescription de la loi, la disposition serait inutile. S'il entendait, au contraire, imposer une obligation différente du secret professionnel que sanctionnent l'article 458 du Code pénal ou d'autres textes législatifs, la disposition n'aurait pas de base légale.

Il s'ensuit que la disposition doit être omise.

Article 15 (devenant l'article 13).

1. Le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsque le service de médiation est appelé à agir en tant que collège arbitral, le différend lui est soumis par l'une des parties qui lui adresse, sous pli recommandé

à la poste, la convention prévue par l'article 43, § 3, 4°, de la loi".

2. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, la disposition ne peut être comprise qu'en ce sens que les règles de la procédure d'arbitrage et le lieu où elle sera exécutée seront fixés par le service de médiation, non pas par voie de disposition générale, mais lors de chaque différend.

Toutefois, les articles 1693 et 1694 du Code judiciaire disposent comme suit :

> "1693. 1. Sans préjudice des dispositions de l'article 1694, les parties déterminent les règles de la procédure arbitrale ainsi que le lieu de l'arbitrage. A défaut de manifestation de volonté des parties avant le moment où le premier arbitre a accepté sa mission, cette détermination incombe aux arbitres.
>
> 2. Le président du tribunal arbitral règle l'ordre des audiences et dirige les débats.
>
> 1694. 1. Le tribunal arbitral doit donner à chacune des parties la possibilité de faire valoir ses droits et de proposer ses moyens.
>
> 2. Le tribunal arbitral statue après débats oraux. Les parties peuvent être valablement convoquées par lettre recommandée, à moins qu'elles ne soient convenues d'un autre mode de convocation. Les parties peuvent comparaître en personne.

3. La procédure est écrite lorsque les parties l'ont prévue ou dans la mesure où elles ont renoncé à des débats oraux.

4. Chaque partie a le droit de se faire représenter soit par un avocat, soit par un mandataire justifiant d'une procuration spéciale et écrite, agréé par le tribunal arbitral. Elle peut se faire assister par un avocat ou par toute autre personne de son choix, agréée par le tribunal arbitral. Les parties ne peuvent se faire représenter ou assister par un agent d'affaires".

La disposition en projet est illégale puisqu'elle ne tient pas compte de la primauté donnée par la loi à la volonté des parties par l'article 1693 du Code judiciaire.

Afin de remédier à cette objection d'illégalité et de l'accord du délégué du ministre, les termes "sans préjudice des dispositions de l'article 1694 du Code judiciaire" doivent être remplacés par les termes "dans le respect de la convention et de l'article 1694 du Code judiciaire".

Le texte suivant est, par ailleurs, proposé :

"Le service de médiation arrête, dans le respect de la convention et de l'article 1694 du Code judiciaire, les règles de la procédure d'arbitrage et fixe le lieu où elle se déroulera".

3. Il faut écrire, au paragraphe 4 devenant l'alinéa 4 :

"Le service de médiation prononce sa décision dans un délai de deux mois à compter de la réception de la lettre recommandée visée à l'alinéa 2. Le délai ne peut être prolongé qu'une seule fois pour une même durée et à la condition que les parties en aient été informées avant l'expiration de ce délai".

4. Le paragraphe 5, devenant l'alinéa 5, serait mieux rédigé comme suit :

"La décision et ses motifs sont communiqués à l'entreprise publique économique, ainsi que, par lettre recommandée à la poste, au plaignant".

Article 14 nouveau.

Il y a lieu d'ajouter un article 14 nouveau rédigé de la manière suivante :

"Art. 14. Notre ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat door de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In dit geval luidt de motivering als volgt :

> "En raison de l'urgence motivée par la nécessité d'assurer la recevabilité des plaintes des usagers et de garantir leur traitement au plus tôt par les services de médiation de l'entreprise publique BELGACOM à qui l'autonomie a été conférée le 4 septembre 1992, il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai préscrit par l'article 84 des lois coordonnées".

*

De Raad van State moet zich binnen de korte tijd die hem is toegemeten bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

De lezer wordt door de verwijzing naar de artikelen 43 tot 46 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven onvoldoende in kennis gesteld met de inhoud van het ontworpen besluit.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Koninklijk besluit betreffende de dienst "ombudsman" in sommige economische overheidsbedrijven".

Aanhef.

Eerste lid.

De woorden "en met" moeten als overbodig vervallen. Voorts schrijve men : "inzonderheid op de artikelen ...".

Vijfde lid.

De tekst, zoals hij geredigeerd is, is in zoverre onjuist dat daarin niet duidelijk tot uiting komt dat de indiener van de adviesaanvrage het verzoek om spoedbehandeling heeft gemotiveerd.

Bepalend gedeelte.

ALGEMENE OPMERKING.

In de artikelen 1, 3°, 2, 3, 4, 2°, 5, 6 en 8 worden telkenmale de drie bedoelde overheidsbedrijven opgesomd en wordt aan de hand van het bijwoord "respectievelijk" dat vaak nog op een slechte plaats staat, gewezen op het distributieve karakter van de bepaling.

Teneinde de tekst duidelijker te maken wordt in overweging gegeven in punt 3° van artikel 1 een definitie in te voegen, waardoor 3° van het ontwerp 4° wordt :

"3° het economisch overheidsbedrijf : elk van de volgende economische overheidsbedrijven :

a. BELGACOM;
b. DE POST;
c. de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen".

In het vervolg van de tekst is het dan ook voldoende te spreken van "het economisch overheidsbedrijf".

Hierdoor zou het eveneens gemakkelijker zijn later een wijziging aan te brengen teneinde de tekst van toepassing te maken op een ander economisch overheidsbedrijf.

Artikel 1.

Afgezien van de algemene opmerking moeten in punt 2° de woorden "van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven" vervallen daar het begrip "wet" zoëven is bepaald.

Artikel 2.

Rekening houdend met de algemene opmerking behoort er te worden geschreven :

"Art. 2. Er wordt een dienst "ombudsman" opgericht bij het economisch overheidsbedrijf".

Artikel 3.

De bepaling behoort als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 3. Om te worden benoemd tot lid van de dienst "ombudsman" opgericht bij het economisch overheidsbedrijf, moeten de gegadigden niet alleen voldoen aan de voorwaarden gesteld door artikel 44, § 2, van de wet, doch ook het bewijs leveren dat zij in de openbare of de particuliere sector ten minste drie jaar beroepservaring hebben opgedaan hetzij ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 4.

Het zou beter zijn de ontworpen bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 4. Afgezien van het bepaalde in artikel 44, § 3, van de wet, is de functie van lid van de dienst "ombudsman" onverenigbaar met :

1° het lidmaatschap van het raadgevend comité voor het economisch overheidsbedrijf;

2° de uitoefening van onverschillig welke ... die concurreren met die welke worden aangeboden door het economisch overheidsbedrijf, of aan dit bedrijf goederen of diensten levert".

Artikel 5.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 5. Het economisch overheidsbedrijf stelt ter beschikking van de dienst "ombudsman" :

1° ingerichte kantoren in een pand gelegen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest op een andere plaats dan die waar het hoofdkantoor van het economisch overheidsbedrijf gevestigd is;

2° twee personeelsleden die bekleed zijn met een graad van rang ... aangewezen door de raad van bestuur van het economisch overheidsbedrijf op de voordracht van ..., met dien verstande dat die personeelsleden tot een verschillende taalrol behoren;

3° acht personeelsleden ..., aangewezen door de raad van bestuur van het economisch overheidsbedrijf, op de voordracht van ..., met dien verstande dat vier van die personeelsleden tot de Nederlandse taalrol en de vier overige tot de Franse taalrol behoren.

Zolang de voornoemde personeelsleden ter beschikking staan van de dienst "ombudsman", staan zij uitsluitend onder het hiërarchische gezag van de leden van die dienst".

Artikel 6.

1. In het eerste lid zou het beter zijn te schrijven :

"Art. 6. Zolang de in artikel 5 bedoelde personeelsleden ter beschikking staan van de dienst "ombudsman" behouden zij hun statutaire situatie inzake ...".

2. Het vierde lid moet logischerwijs in artikel 5 komen te staan in de vorm van een tweede lid.

Artikel 7.

In de Nederlandse tekst van het tweede lid schrijve men "bedoeld in het eerste lid" in plaats van "bedoeld in de eerste alinea".

Artikel 8.

1. Er is geen reden om het artikel in paragrafen in te delen daar elke paragraaf slechts één lid bevat.

De opmerking geldt eveneens voor de artikelen 13 en 15.

2. Volgens artikel 43, § 3, 1°, van de wet van 21 maart 1991 heeft de dienst "ombudsman" onder meer tot taak "alle klachten van gebruikers te onderzoeken die betrekking hebben op de activiteiten van het overheidsbedrijf".

Die wetsbepaling wordt door de ontworpen paragraaf 2 geschonden doordat het onderzoek wordt beperkt tot de klachten die binnen een bepaalde termijn worden ingediend.

De opmerking geldt eveneens voor artikel 9.

Bijgevolg moeten het tweede lid van artikel 8 en artikel 9 vervallen.

3. Paragraaf 3, die het tweede lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De klacht wordt ingediend :

1° hetzij bij ter post aangetekende brief, waarin de identiteit en het adres van de gebruiker vermeld staan en waarin een duidelijke uiteenzetting wordt gegeven van de feiten waarover hij zich beklaagt, en waarbij het bewijs wordt gevoegd van de betaling van een bedrag dat

overeenstemt met de prijs van een ter post aangetekende brief (1);

2° hetzij mondeling en persoonlijk, in welk geval de klager ter plaatse een bedrag moet betalen dat overeenstemt met de prijs van een ter post aangetekende brief.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 2°, noteert een lid van de dienst "ombudsman" de klacht".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

In de Franse tekst dient het woord "possible" in het meervoud geschreven te worden.

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

1. Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"Art. 10. § 1. De dienst "ombudsman" stelt het economisch overheidsbedrijf waartegen de klacht werd ingediend, daarvan in kennis.

Dat bedrijf heeft het recht om inzage te nemen van het door de dienst "ombudsman" aangelegde dossier. Indien

---

(1) Het is niet gebruikelijk dat een rekeningnummer van een bepaalde dienst in een koninklijk besluit vermeld wordt. Daartoe wordt een circulaire opgesteld.

dit dossier vertrouwelijke gegevens bevat, worden ze er vooraf uit verwijderd.

Het bedrijf kan zijn standpunt schriftelijk kenbaar maken".

2. Uit artikel 43, § 3, 4°, van de wet van 21 maart 1991 blijkt dat het de dienst "ombudsman" zelf is die moet bemiddelen in de geschillen, en niet de individuele leden ervan.

Bijgevolg dienen de woorden "de leden van de dienst "ombudsman"" vervangen te worden door "de dienst "ombudsman"".

Het hele artikel moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

Artikel 12 (dat artikel 11 wordt).

De ontworpen bepaling dient als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 11. De dienst "ombudsman" roept, indien hij dat nodig acht, de klager persoonlijk op en hoort hem persoonlijk. In dat geval mag de klager zich laten bijstaan door een persoon naar zijn keuze".

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

1. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, zou het beter zijn te schrijven :

"Art. 12. Na onderzoek van de klacht probeert de dienst "ombudsman" de partijen te verzoenen. Indien hij daar niet in slaagt, brengt hij een advies uit".

2. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, dient men te schrijven :

"Het advies wordt binnen twee maanden na ontvangst van de klacht verstrekt. Die termijn kan slechts éénmaal met een maand verlengd worden en op voorwaarde dat de partijen vóór het verstrijken van de eerste termijn daarvan in kennis zijn gesteld".

3. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, schrijve men :

"Het advies wordt aan het overheidsbedrijf en bij een ter post aangetekende brief aan de klager meegedeeld".

Artikel 14.

De ontworpen bepaling luidt :

"De leden van de dienst "ombudsman" en de in artikel 5 bedoelde personeelsleden zijn gehouden tot de noodzakelijke discretie inzake de informatie, die zij uit hoofde van hun functie en opdracht verkrijgen".

Die bepaling is waarschijnlijk ontleend aan artikel 43, § 4, in fine, van de wet van 21 maart 1991.

Indien het niet de bedoeling was van de stellers van het ontwerp van dat voorschrift van de wet af te wijken, dan zou de bepaling overbodig zijn. Indien het daarentegen zijn bedoeling was een andere verplichting op te leggen dan het beroepsgeheim dat door artikel 458 van het Strafwetboek of door andere wetteksten wordt erkend, dan zou de bepaling geen wettelijke basis hebben.

De bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikel 15 (dat artikel 13 wordt).

1. Het zou beter zijn paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te redigeren :

"Wanneer de dienst "ombudsman" als scheidsrechterlijk college moet optreden, wordt het geschil bij hem aanhangig gemaakt door één van de partijen, die hem bij een ter post aangetekende brief de overeenkomst toezendt, waarin bij artikel 43, § 3, 4°, van de wet is voorzien".

2. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, kan de bepaling niet anders worden begrepen dan dat de regels van het scheidsrechterlijk geding en de plaats waar het gevoerd zal worden, vastgesteld zullen worden door de dienst "ombudsman", en dit niet bij een algemene bepaling, maar voor elk geschil afzonderlijk.

De artikelen 1693 en 1694 van het Gerechtelijk Wetboek bepalen echter het volgende :

"1693. 1. Onverminderd het in artikel 1694 bepaalde, stellen partijen de regels van het geding voor scheidslieden vast, alsook de plaats waar het geding zal worden gevoerd. Wanneer partijen hun wil daaromtrent niet kenbaar hebben gemaakt voordat de eerste scheidsman zijn opdracht heeft aanvaard, stellen scheidslieden die regels en die plaats vast.

2. De voorzitter van het scheidsgerecht bepaalt de gang van zaken ter zitting en leidt de debatten.

1694. 1. Het scheidsgerecht geeft aan iedere partij de gelegenheid om voor haar rechten op te komen en haar middelen voor te dragen.

2. Het scheidsgerecht doet uitspraak na de wederzijdse mondelinge uiteenzettingen te hebben aangehoord. Partijen kunnen geldig worden opgeroepen bij aangetekende brief, tenzij zij een andere wijze van oproeping zijn overeengekomen. Partijen kunnen in persoon verschijnen.

3. Het geding wordt schriftelijk gevoerd, indien partijen zulks zijn overeengekomen of voor zover zij hebben afgezien van wederzijdse mondelinge uiteenzettingen.

4. Iedere partij heeft het recht zich te doen vertegenwoordigen door een advocaat, dan wel door een lasthebber die daartoe bijzonderlijk en schriftelijk is

gemachtigd en door het scheidsgerecht is toegelaten. Iedere partij kan zich doen bijstaan door een advocaat of, mits deze door het scheidsgerecht wordt toegelaten, door een andere persoon harer keuze. Partijen mogen door zaakwaarnemers noch vertegenwoordigd, noch bijgestaan worden".

De ontworpen bepaling is onwettig aangezien zij geen rekening houdt met de voorrang die door de wet bij artikel 1693 van het Gerechtelijk Wetboek aan de wil van de partijen wordt gegeven.

Om aan dit wettigheidsbezwaar tegemoet te komen, dienen de bewoordingen "onverminderd het in artikel 1694 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalde" vervangen te worden door de bewoordingen "met inachtneming van de overeenkomst en van artikel 1694 van het Gerechtelijk Wetboek". De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

Voorts wordt volgende tekst voorgesteld :

"De dienst "ombudsman" legt, met inachtneming van de overeenkomst en van artikel 1694 van het Gerechtelijk Wetboek, de regels van het scheidsrechterlijk geding vast en bepaalt de plaats waar het gevoerd zal worden".

3. In paragraaf 4, die het vierde lid wordt, dient men te schrijven :

"De dienst "ombudsman" doet uitspraak binnen een termijn van twee maanden na de ontvangst van de aangetekende

brief bedoeld in het tweede lid. Die termijn kan slechts éénmaal met een maand verlengd worden en op voorwaarde dat de partijen vóór het verstrijken van de eerste termijn daarvan in kennis zijn gesteld".

4. Het zou beter zijn paragraaf 5, die het vijfde lid wordt, als volgt te redigeren :

"De beslissing en de motieven ervan worden aan het economische overheidsbedrijf en bij een ter post aangetekende brief aan de klager meegedeeld".

Artikel 14 (nieuw)

Er dient een nieuw artikel 14 te worden toegevoegd dat luidt als volgt :

"Art. 14. Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J. MESSINNE, conseillers d'Etat,
Y. BOUCQUEY, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.